

Des structures de production adéquates pour (un approvisionnement sûr)

09.12.2015

D'un coup d'oeil

Une augmentation générale de la production indigène contribue de manière limitée à la sécurité de l'approvisionnement alimentaire en temps de crise. Il est bien plus important de pouvoir adapter rapidement la production à de nouveaux besoins.

Une étude publiée récemment par le think tank agricole « Vision Landwirtschaft » a cherché à établir dans quelle mesure un niveau de production plus élevé, également hors période de crise, pouvait renforcer la sécurité d'approvisionnement en temps de crise. Pour situer le contexte, rappelons que l'Union suisse des paysans a lancé une initiative populaire « Pour la sécurité alimentaire », qui demande de renforcer la production indigène de denrées alimentaires. Cette étude arrive à la conclusion qu'une augmentation générale de la production indigène améliorerait de manière limitée la sécurité d'approvisionnement en temps de crise. Il est plus important d'être capable d'adapter rapidement la production à de nouveaux besoins – notamment pour maximiser la quantité de calories produites.

L'analyse montre également que l'alimentation serait assurée en cas de crise avec le niveau de production actuel. Il n'est donc pas nécessaire d'introduire de nouvelles dispositions constitutionnelles pour renforcer la sécurité d'approvisionnement. On n'observe pas l'« extensification » dénoncée (une diminution de la production des surfaces productives, mesurée en tonnes ou en calories). Certains pans de l'agriculture atteignent aujourd'hui un niveau de production record.

Ne pas cimenter le cloisonnement du marché

La question doit être abordée sous un autre angle. Plus la production helvétique sera efficace, plus on sera sûr de pouvoir mettre à disposition suffisamment de denrées alimentaires en cas de pénurie de ressources. La marge potentielle des agriculteurs pour un prix de vente donné sera d'autant plus grande. L'alimentation est importante pour les Suisses : un ménage suisse y consacre 16 % de son revenu disponible en moyenne (sans boissons alcoolisées), selon l'enquête sur le budget des ménages menée par l'Office fédéral de la statistique. Dans ces conditions, l'initiative populaire « Pour la sécurité alimentaire » arrive comme un cheveu sur la soupe. Les règles du jeu actuelles ne devraient pas être remises en question par des initiatives qui créent des effets diffus et visent implicitement à cimenter le cloisonnement du marché agricole suisse. Une agriculture tournée vers l'avenir doit mettre en œuvre la stratégie qualité qu'elle a choisie et renforcer la durabilité environnementale. La politique agricole 2014-2017 fait un pas dans la bonne direction. Il convient de poursuivre sur cette voie.

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch